

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SCM/Q3/COL/29
13 novembre 2003

(03-6079)

Comité des subventions et des
mesures compensatoires

Original: espagnol

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Réponses de la COLOMBIE aux questions posées par l'ÉQUATEUR¹

La délégation de la Colombie a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 novembre 2003.

A. SIEX VISANT LES BIENS D'ÉQUIPEMENT ET LES PIÈCES DE RECHANGE

1. La Colombie peut-elle expliquer si l'élimination du SIEX – qu'elle doit mettre en œuvre conformément à la décision (G/SCM/94) de l'OMC et qui est régie par la Résolution n° 011 – a trait aux programmes et opérations portant sur les matières premières et les intrants?

Réponse

L'élimination des subventions à l'exportation à laquelle se rapporte la prorogation de la période de transition accordée à la Colombie le 13 décembre 2002, selon la décision (G/SCM/94) de l'OMC, concerne le programme défini en vertu de l'article 4 de ladite décision, c'est-à-dire les Systèmes spéciaux d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange, et non les programmes ou opérations portant sur les matières premières et les intrants.

2. La Colombie peut-elle expliquer si l'élimination du SIEX – qu'elle doit mettre en œuvre conformément à la décision (G/SCM/94) de l'OMC et qui est régie par la Résolution n° 011 – a trait aux programmes et opérations de sous-traitance (maquila)?

Réponse

La décision (G/SCM/94) de l'OMC concerne le programme défini conformément au paragraphe 4 de ladite décision, c'est-à-dire les Systèmes spéciaux d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange. L'élimination que doit réaliser la Colombie n'inclut pas les programmes ou opérations de sous-traitance (maquila)?

¹ G/SCM/Q3/COL/26 et G/SCM/Q3/COL/27.

Les opérations de sous-traitance sont définies à l'article 71 de la Résolution n° 1860 de 1999 de l'Institut colombien du commerce extérieur, Incomex, de la manière suivante:

"On entend par opérations de sous-traitance les opérations effectuées en vertu de l'article 172 lorsqu'elles s'appliquent dans le cadre d'importations non remboursables dans lesquelles le sous-traitant étranger fournit au producteur national, sous forme directe ou indirecte, cent pour cent (100 pour cent) des matières premières ou des intrants externes nécessaires à la fabrication du bien à exporter, sans préjudice des matières premières ou intrants nationaux qui sont incorporés."

L'article 172 mentionné dans la définition est l'article 172 du Décret-loi n° 444 de 1967, qui établit les SIEX exclusivement pour les matières premières et les intrants.

3. La Colombie peut-elle expliquer si l'élimination du SIEX – qu'elle doit mettre en œuvre conformément à la décision (G/SCM/94) de l'OMC et qui est régie par la Résolution n° 011 – a trait aux programmes autorisés dans le secteur du pétrole et de ses dérivés, selon l'article 30 de la Résolution n° 1860/99?

Réponse

L'article 30 de la Résolution n° 1860 de 1999 n'établit pas de SIEX pour le secteur du pétrole et de ses dérivés, mais simplement une procédure permettant de démontrer que les obligations d'exportation ont été respectées.

En conséquence, dès lors que la législation colombienne ne prévoit, dans le cadre des systèmes d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange, aucun programme et aucune opération spécifiques pour le secteur du pétrole et de ses dérivés, la Colombie estime que l'élimination des subventions à l'exportation visée par la prorogation de la période de transition, qui lui a été accordée le 13 décembre 2002 en vertu de la décision (G/SCM/94) de l'OMC, prorogation qui se rapporte au programme défini au paragraphe 4 de ladite décision, c'est-à-dire aux Systèmes spéciaux d'importation-exportation de biens d'équipement et de pièces de rechange, concerne les SIEX de biens d'équipement et pièces de rechange de tous les secteurs productifs de biens d'exportation, y compris du secteur du pétrole et de ses dérivés.

Il s'ensuit que la Résolution n° 011 de 2003 vise également les SIEX de biens d'équipement et pièces de rechange du secteur du pétrole et de ses dérivés.

4. Si la Colombie estime que les SIEX portant sur les matières premières et les intrants, les opérations de sous-traitance et le secteur du pétrole et de ses dérivés ne sont pas concernés par la décision (G/SCM/94) de l'OMC ni par la Résolution n° 011, pourrait-elle expliquer pourquoi elle considère que ces SIEX ne comportent pas de subventions prohibées à l'exportation dont la prorogation aurait dû être demandée à l'OMC, et autorisée par celle-ci, en 2002?

Réponse

Comme cela a été précisé au point précédent, les SIEX de biens d'équipement et pièces de rechange couvrent tous les secteurs productifs; à ce titre, ils ont été signalés à l'OMC et figurent dans la Résolution n° 011 de 2003.

La Colombie estime que les SIEX portant sur les matières premières et intrants et sur les opérations de sous-traitance ne sont pas concernés par la décision (G/SCM/94) de l'OMC ni par la Résolution n° 011 de 2003 dans la mesure où il n'est pas indiqué, dans la liste exemplative de l'Accord sur les subventions, que ce type de programmes n'est pas autorisé.

C'est pourquoi la Colombie n'a pas demandé à l'OMC la prorogation des SIEX liés exclusivement aux matières premières et aux intrants.

5. La Résolution n° 011 vise-t-elle les matières premières ou les biens intermédiaires utilisés dans la production ou l'assemblage de biens d'équipement ou de pièces de rechange destinés à la fabrication de biens d'exportation dont il est question à l'article 77 de la Résolution n° 1860/99 et à l'article 25 de la Résolution n° 1964/01?

Réponse

Oui. L'élimination des programmes SIEX de biens d'équipement et pièces de rechange évoquée dans la Résolution n° 11 de 2003 implique l'élimination de toutes les modalités d'importations autorisées dans les programmes de biens d'équipement et de pièces de rechange.

B. RÉGIME DE ZONES FRANCHES – ZF

1. Pourquoi la Colombie n'a-t-elle pas inclus les zones franches industrielles de services touristiques ou zones franches touristiques établies à l'article premier du Décret n° 2233/96 dans sa demande et sa notification initiale à l'OMC concernant l'approbation de la prorogation du régime de zones franches industrielles de biens et de services (documents G/SCM/N/74/COL du 15 janvier 2002, et G/SCM/N/48/COL, G/SCM/N/60/COL et G/SCM/N/71/COL du 7 janvier 2002)?

Réponse

Parce que les services ne font pas l'objet de disciplines dans le cadre de l'Accord SMC de l'OMC.

Le paragraphe 6 de la notification de la Colombie précise explicitement que *"la subvention est accordée aux utilisateurs industriels de **biens**, qu'il s'agisse de personnes morales nationales ou étrangères, légalement constituées en Colombie, et disposant d'un numéro d'identification fiscal propre, qui exercent leurs activités exclusivement à l'intérieur de la zone franche et fabriquent, produisent, transforment ou assemblent des **biens** en vue de les vendre sur les marchés extérieurs principalement"* (souligné par nos soins).

2. Pourquoi la Colombie n'a-t-elle pas inclus les zones économiques spéciales d'exportation établies par la Loi n° 677 de 2001 dans sa demande et sa notification initiale à l'OMC concernant l'approbation de la prorogation du régime de zones franches industrielles de biens et de services (documents G/SCM/N/74/COL du 15 janvier 2002, et G/SCM/N/48/COL, G/SCM/N/60/COL et G/SCM/N/71/COL du 7 janvier 2002), eu égard au fait que l'article 16 de ladite loi indique que les projets industriels des zones économiques spéciales d'exportation bénéficieront d'un traitement équivalant à celui des utilisateurs industriels de biens ou de services des zones franches industrielles de biens et de services?

Réponse

La Loi n° 677 de 2001 concernant les zones économiques spéciales d'exportation figure à l'alinéa 4 du paragraphe C du document G/SCM/N/71/COL de l'OMC.

3. La Colombie estime que les zones franches touristiques et les zones économiques spéciales d'exportation ne constituent pas des subventions prohibées à l'exportation, dont la prorogation aurait dû être demandée à l'OMC, et autorisée par celle-ci, en 2002. Pourquoi?

Réponse

Les services ne font pas l'objet de disciplines dans le cadre de l'Accord SMC de l'OMC et, de ce fait, le régime des zones franches touristiques n'est pas visé par les disciplines de l'Accord. Une réponse à ce sujet a été fournie au point 1 du présent document.

Pour ce qui est des zones économiques spéciales d'exportation, il faut rappeler qu'elles ont fait l'objet d'une notification de la Colombie, comme l'indique l'alinéa 4 du paragraphe C du document G/SCM/N/71/COL de l'OMC.

4. Pourquoi la Colombie n'inclut-elle pas dans le projet de réforme de la législation relative aux zones franches l'élimination des subventions prévues à l'article 57 du Décret n° 2233/96?

Réponse

L'article 57 du Décret n° 2233/96 renvoie à l'article 54 et à l'alinéa k) du paragraphe 322 du règlement fiscal colombien.

L'article 54 du règlement fiscal ne prévoit aucune subvention, puisqu'il se limite à indiquer que les opérations qui correspondent à des paiements et non à des recettes ou à des revenus des personnes morales installées dans les zones franches industrielles ne sont pas redevables de l'impôt sur le revenu.

Concernant l'alinéa k) de l'article 322 du règlement fiscal, comme cela a été signalé dans la première série de réponses, le projet de loi présenté au Congrès de la République prévoit que l'exonération de l'impôt sur les revenus et impositions connexes ainsi que de la taxe sur les envois de fonds, s'agissant de la part du chiffre d'affaires réalisée sur les marchés extérieurs, qui est accordée aux utilisateurs industriels de produits des zones franches, demeurera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2006.

C. PRÉCISIONS AUX RÉPONSES DONNÉES PAR LA COLOMBIE AUX DEMANDES FORMULÉES PAR L'ÉQUATEUR²

"Par la Résolution n° 11 de 2003, la Colombie élimine tous les éléments du Programme SIEX, y compris le report du paiement de la TVA. Par conséquent, il n'est pas nécessaire de prendre des mesures en sus de celles prévues dans ladite résolution."

1. La Résolution n° 11 de 2003 indique clairement que les avantages accordés sur les biens d'équipement et les pièces de rechange dans le cadre des programmes SIEX ayant trait à ces produits prendront fin le 31 décembre 2006. Il est évident qu'à partir de cette date, il ne sera établi aucun nouveau report de TVA dès lors qu'il ne sera plus possible d'effectuer d'importations de biens d'équipement et de pièces de rechange dans le cadre du programme.

2. Après révision des règles mentionnées dans la demande d'explication présentée par l'Équateur, la Colombie estime que celles-ci sont en parfaite harmonie.

² G/SCM/Q3/COL/27.

3. Concernant la réponse 2, la Colombie répète que le report de la TVA dans le cadre des importations de biens d'équipement et de pièces de rechange au titre des SIEX a été signalé comme faisant partie intégrante de la subvention (paragraphe 5 b) du document G/SCM/N/71/COL) et qu'il est de ce fait soumis à la décision (G/SCM/94) de l'OMC.
